

Forum politique



Suspension du PJBD : quelle devrait être la réaction du Canada ?

Forum politique est un format de publication qui vise à stimuler le débat en présentant un large éventail d'opinions d'experts sur un sujet important pour la sécurité nationale du Canada. Pour cette sixième édition, nous avons demandé à trois experts de répondre à cette question : *Comment le Canada devrait-il réagir à l'annonce récente selon laquelle le département américain de la Défense suspend sa participation au Comité mixte permanent de défense (PJBD) ?*

Créé pendant la Seconde Guerre mondiale par un accord entre les États-Unis et le Canada avec un mandat général consistant à prodiguer des conseils sur toute question de défense et de sécurité continentale, le PJBD réunissait des praticiens civils et militaires afin de formuler des recommandations à l'intention des deux gouvernements. Il a marqué le point de départ des relations bilatérales en matière de défense entre Ottawa et Washington.



Nicholas Glesby | Université Trent

Nicholas Glesby est doctorant à l'École d'études canadiennes de l'Université Trent, administrateur du Réseau nord-américain et arctique de défense et de sécurité (NAADSN) et boursier étudiant au Centre d'études sur la défense et la sécurité (CDSS).

Avant la [suspension](#) officielle récemment annoncée, le PJBD était déjà de facto en pause, les États-Unis n'ayant organisé aucune réunion en 2025. Il existe toutefois d'autres institutions binationales qui opèrent au niveau opérationnel quotidien, telles que le Comité de coopération militaire (CCM), le NORAD, ainsi que les communications quotidiennes entre le Quartier général de la Défense nationale et le Pentagone. Les Canadiens ont besoin de plus d'informations pour évaluer pleinement les intentions derrière cette pause, au-delà du discours historique selon lequel le Canada serait faible en matière de défense. Le Canada consacre désormais 2 % de son PIB à la défense (et s'est engagé à atteindre 5 % d'ici 2035), avance à grands pas dans la mise en œuvre des projets de modernisation du NORAD, tels que le radar arctique « Over-the-Horizon », et les pilotes de la Force aérienne royale canadienne s'entraînent sur des appareils F-35 dont la livraison est imminente. Le Canada rend son territoire « [à l'abri d'une attaque ou d'une invasion potentielle](#) » qui menacerait la sécurité américaine, ce qui continue de guider l'approche d'Ottawa en matière de défense continentale.

Le PJBD est un symbole durable de cette relation particulière. Par conséquent, cette pause annoncée de manière aussi publique est remarquable. Bien que la nature secrète du Conseil maintienne les discussions à l'abri des regards du public, ce qui signifie que la plupart des Nord-Américains ignorent son existence discrète, les Canadiens devraient considérer cette pause comme un signe que la vision plus large de Washington sur cette relation est en train d'évoluer. Cette pause « [pourrait éventuellement être assouplie ou discrètement annulée](#) » pour faire face à « [l'environnement de menaces le plus complexe et en évolution rapide que nous ayons connu](#) ». D'ici là, le Canada devra se concentrer sur d'autres canaux pour maintenir ses engagements permanents envers son voisin en matière de défense de l'Amérique du Nord.

**Justin Massie | UQAM**

Justin Massie est professeur titulaire et directeur du département de sciences politiques à l'UQAM. Il est également directeur du Réseau d'analyse stratégique et co-directeur de la publication Le Rubicon. En 2019, il a occupé la chaire de recherche Fulbright sur les relations canado-américaines à l'Université Johns Hopkins.

La suspension du PJBD par l'administration Trump constitue un signal politique préoccupant pour l'avenir des relations canado-américaines. L'administration Trump [justifie](#) sa décision par le manque de détails entourant le plan canadien de dépenses militaires. Cette critique n'est pas infondée : Ottawa n'a toujours pas présenté de plan détaillé expliquant comment le Canada atteindra 3,5 % du PIB en défense d'ici 2035. Toutefois, les demandes américaines traduisent une volonté d'imposer les choix stratégiques et industriels de Washington au Canada.

Les responsables américains [reprochent](#) au Canada de ne pas avoir un plan crédible précisant concrètement comment Ottawa envisage s'aligner sur leurs priorités en matière de défense continentale, incluant la décision qui tarde concernant l'acquisition de 62 F-35. La suspension du PJBD apparaît ainsi comme une pression politique destinée à rappeler au Canada les coûts potentiels d'une plus grande autonomie stratégique.

Si Ottawa refuse cette logique et poursuit la diversification stratégique, comme semble démontrer l'[acquisition](#) des GlobalEye de Saab, les tensions pourraient s'étendre à d'autres domaines. Dans le scénario le plus extrême, cela pourrait remettre en question le NORAD, considéré comme le cœur de la défense continentale.

Céder aux pressions américaines ne réglerait toutefois pas le problème. Une concession encouragerait de nouvelles exigences demain. L'idée du premier ministre Carney d'une « [forteresse nord-américaine](#) » repose sur une hypothèse fragile : celle d'une convergence des intérêts canado-américains. La stratégie de la Maison-Blanche vise plutôt une [réindustrialisation américaine](#) aux dépens de ses alliés, combinée à une volonté [d'imposer l'achat de plateformes américaines](#) comme condition de la coopération stratégique. L'hypothèse d'un « *grand bargain* » nord-américain apparaît donc peu plausible.

Dans ce contexte, la meilleure réponse du gouvernement canadien serait de rendre public un plan décennal cohérent de réinvestissement militaire qui assume clairement l'objectif de diversification de ses partenariats industriels de défense.

**Richard Shimooka | Institut Macdonald-Laurier**

Richard Shimooka est chercheur à l'Institut Macdonald-Laurier. Il a été chercheur au sein du Programme d'études sur la gestion de la défense de l'Université Queen's de 2007 à 2012, puis chercheur à l'Institut de la Conférence des associations de défense de 2012 à 2017.

Il y a de fortes chances que les efforts du sous-secrétaire à la Défense Elbridge Colby constituent un exemple d'entrepreneuriat politique de sa part, et qu'ils ne traduisent pas pour autant une volonté plus large de l'administration de modifier les relations bilatérales. Le processus interinstitutionnel de l'administration Trump s'est parfois révélé inefficace, c'est le moins qu'on puisse dire. Ses priorités sont clairement ailleurs : la guerre avec l'Iran, le déploiement bâclé de troupes en Pologne, l'adoption du budget de réconciliation et les prochaines élections de mi-mandat. Compte tenu de la faible importance du PJBD dans les relations bilatérales existantes entre les États-Unis et le Canada, Colby a peut-être pu le suspendre sans rencontrer beaucoup, voire aucune, résistance bureaucratique.

Il ne faut donc pas réagir de manière excessive à l'annonce de Colby. Ottawa devrait plutôt s'attaquer aux racines du problème qui a apparemment provoqué la décision de Colby : les capacités militaires limitées du gouvernement et la lenteur du processus de modernisation. La capacité militaire du Canada est bien inférieure à celle de la plupart des autres alliés et dépend fortement de l'aide des États-Unis pour la défense de l'Amérique du Nord. Les membres des deux partis, l'establishment américain de la sécurité nationale, ainsi que d'autres partenaires et alliés, partagent cette vision du Canada. Bien que le gouvernement Carney semble déterminé à regrouper les questions de défense et de commerce dans une sorte d'accord, la nature désorganisée de l'administration Trump rend une telle approche difficile. Pour elle, la sécurité et la défense sont deux domaines distincts et restent des aspects non négociables des relations bilatérales. Il serait prudent pour Ottawa de collaborer avec le département de la Défense et d'apaiser ses inquiétudes concernant les Forces armées canadiennes de manière concrète.